

Le gouvernement burkinabè invite la CEDEAO à la compréhension et à plus de pragmatisme

Page 16

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du vendredi 01 Avril 2022

7 jrs/7

N°1899 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Début de rapatriement de près de 100 000 Éthiopiens d'Arabie Saoudite

Page 5



Kaïs Saeid dissout le parlement tunisien

Page 13



La fièvre de Lassa a tué 123 Nigérians depuis janvier

Page 12



RDC, désormais membre de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est

Page 3



GHANA

Le Parlement adopte une loi fiscale controversée sur les transactions électroniques

Le Parlement ghanéen a approuvé une nouvelle taxe sur les transactions électroniques qui, selon le gouvernement, contribuera à lever 900 millions de dollars de revenus indispensables, mais qui a suscité de nombreuses critiques populaires.





Le pays a du mal à relancer son économie après les retombées de la pandémie de coronavirus

Le projet de loi E-levy, adopté mardi 29 mars, introduira une taxe de 1,5 % sur les transferts et transactions électroniques d'argent. Le gouvernement du président Nana Akufo-Addo a déclaré à Daily graphic que cette décision contribuerait à résoudre les problèmes allant du chômage à la dette publique élevée du Ghana. Mais pour de nombreux Ghanéens, la taxe représente un fardeau supplémentaire car ils sont déjà aux prises avec un coût de la vie élevé, aggravé par la flambée des prix du carburant due au conflit en Ukraine. « La taxe sur les transferts électroniques a été dûment lue aujourd'hui après le passage de l'étape d'examen », a déclaré Alban Bagbin, président du parlement.

Selon le ministre des Finances, Ken Ofori-Atta, le gouvernement avait déjà réduit la taxe proposée de 1,75% à 1,5% après consultations, ajoutant qu'elle générerait des revenus prévus de 927,5 millions de dollars. Les députés de l'opposition ont claqué la porte de l'hémicycle qualifiant la nouvelle taxe d'injuste. « Le peuple a catégoriquement rejeté le prélèvement électronique et nos électeurs nous ont dit de le rejeter, alors pourquoi le président nous l'impose-t-il », a déclaré à Ghana Web, Isaac Adongo, parlementaire du parti d'opposition NDC. « Quel est le crime des Ghanéens pour que le gouvernement veuille

La suite à la page 3

COOPÉRATION

La suite de la page 2

maintenant utiliser leurs poches comme garantie », s'est-il interrogé. « La reconquête de l›accès au marché nécessitera probablement une série de données budgétaires solides au cours des prochains mois », a déclaré Amaka Anku, responsable de la pratique Afrique du cabinet de conseil Eurasia Group. « Le prélèvement électronique aidera mais n'est pas décisif », at-il-ajouté.

Le Ghana peine à relancer son économie après les retombées de la pandémie de coronavirus et sa dette publique élevée est un fardeau. L'inflation à la consommation a atteint 15,7 % en glissement annuel en février, le plus haut depuis 2016. Le cedi s'est déprécié d'environ 20 % par rapport au dollar cette année, juste derrière le rouble russe, et la dette publique oscille autour de 80 % du PIB.

Lundi, le pays a rouvert ses frontières terrestres et maritimes après une fermeture de deux ans alors qu'il levait certaines restrictions sur les coronavirus dans le but de renforcer son économie en déclin.

K.Fiakofi.

La RD Congo officiellement admise dans la Communauté de l'Afrique de l'Est



La population de la communauté passera de 183 millions à 275 millions, soit la population totale actuelle des six États partenaires

La réunion des chefs d'État de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a, mardi 29 mars, officiellement admis la République démocratique du Congo (RDC) dans le bloc. L'admission a été annoncée le 29 mars lors d'un 19e Sommet extraordinaire des chefs d'État de l'EAC qui s'est tenu virtuellement.

La République démocratique du Congo devient le septième membre du bloc régional.

S'adressant au Sommet des chefs d'État de l'EAC, le président Uhuru Kenyatta, qui préside le sommet, a déclaré que l'admission de la RDC à l'EAC permettra à la communauté de réaliser un développement indispensable basé sur les économies à grande échelle. «Aujourd'hui, le 29, (29 mars 2022 ndlr) est un jour historique dans l'histoire de l'EAC puisque nous admettons la RDC dans l'EAC. Nous avons déjà examiné et convenu lors de notre séance à huis clos et le Sommet a pris la décision d'admettre la RDC dans l'EAC », a déclaré le président Kenyatta, selon The East African. « L'admission de la RDC en RDC est historique

La suite à la page 4

COOPÉRATION

La suite de la page 3



Alors que la CAE a un produit intérieur brut (PIB) nominal combiné de 220 milliards de dollars, le PIB de la RDC s'élève à 46 milliards de dollars

non seulement pour nos pays mais pour notre continent dans son ensemble », s'est réjoui pour sa part le président Yoweri Museveni de l'Ouganda. « Nous devons maintenant travailler à la paix dans l'est du Congo, car cette partie de la région connaît des problèmes depuis un certain temps », a-t-il lancé, selon toujours The East African.

Permettre à la communauté de bénéficier de l'intégration

« *Je félicite nos frères et sœurs de la RDC et leur souhaite la bienvenue au sein de l'EAC. J'exhorte toutes les institutions de l'EAC à accélérer les processus d'admission de la RDC conformément au Traité et à nos règles d'admission* », a déclaré le président Paul Kagame du Rwanda. «*Nous espérons que la RDC ratifiera l'admission à temps pour permettre à la communauté de bénéficier de l'intégration*», a ajouté son homologue tanzanienne Samia Suluhu Hassan. Le sommet d'admission de la RDC a réuni le président Samia Suluhu Hasan (Tanzanie), le président Yoweri Museveni (Ouganda), Paul Kagame (Rwanda), le vice-président Prosper Bagombanza (Burundi), le ministre auprès du président Dr. Barnaba Marial Benjamin (Soudan du Sud), et le président de la RDC Felix Tshisekedi. Son admission fera plus que doubler la taille des terres de l'EAC à 4,7 millions de kilomètres carrés par rapport aux 2,4 millions de kilomètres carrés actuels. L'EAC est l'un des plus grands blocs commerciaux d'Afrique, ouvrant un corridor entre l'océan Indien et la côte atlantique.

Pierre Oued.

ETHIOPIE

Début du rapatriement d'environ 100 000 Ethiopiens d'Arabie Saoudite

Le mercredi 30 mars 2022, plusieurs centaines d'Éthiopiens sont arrivés à Addis-Abeba en provenance d'Arabie Saoudite. C'est le premier contingent des quelque 100.000 ressortissants d'Ethiopie qui vont être rapatriés du royaume au cours des prochains mois, ont constaté des journalistes de l'AFP cité par TV5 Monde.



Des ressortissants éthiopiens rapatriés d'Arabie Saoudite attendent pour s'enregistrer à leur arrivée à l'aéroport international d'Addis-Abeba, le 30 mars 2022



Plusieurs centaines d'Ethiopiens sont arrivés à Addis-Abeba en provenance d'Arabie Saoudite 30/03/22

Au total, environ 900 personnes, dont de nombreuses mères accompagnées d'enfants en bas âge, ont atterri dans la matinée et l'après-midi à l'aéroport international d'Addis-Abeba, a indiqué l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM). Elles «ont été prises en charge et enregistrées par les équipes de l'OIM et se sont vues offrir, entre autres, de la nourriture, un hébergement provisoire, une aide médicale et des conseils», explique l'organisation onusienne dans un communiqué. Le ministère éthiopien des Affaires étrangères a annoncé qu'il allait rapatrier environ 100.000 de ses citoyens d'Arabie Saoudite au cours des sept à onze mois à venir, dans le cadre d'un accord signé récemment entre les deux pays.

Conditions de rétention déplorables

Des organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent depuis plusieurs années les conditions de rétention des migrants

La suite à la page 6

ETHIOPIE

La suite de la page 5

éthiopiens en Arabie saoudite. «Nous pleurions tous les jours. On nous donnait du pain et une casserole de riz cuit pour 300 personnes. Parfois même 400 personnes vivaient dans la même pièce et nous ne voyions pas la lumière du soleil», a raconté à l'AFP Jemila Shafi, 29 ans, à son arrivée. Ces gens «sont nos citoyens. Ils ont connu des moments très douloureux. Quand le gouvernement a compris leur douleur (...) il a entamé des discussions diplomatiques» pour les faire rentrer, a expliqué Hana Yeshingus, représentante du ministère éthiopien des Femmes et des Enfants. «Répondre aux besoins des 100.000 personnes de retour sera un énorme défi pour le gouvernement (éthiopien), pour l'OIM et pour les partenaires» de l'Ethiopie, souligne l'OIM. L'organisation estime «qu'environ 750.000 Ethiopiens résident actuellement dans le royaume (saoudien), dont quelque 450.000 sont entrés de manière illégale et devront être aidés à rentrer chez eux», et rappelle qu'au «cours des quatre années écoulées, l'Arabie saoudite a renvoyé environ 352.000 Ethiopiens chez eux».

Oumou Konaté



CÔTE D'IVOIRE

Le Forum de la presse économique et financière recommande une plus grande synergie entre les acteurs économiques et les médias

La deuxième édition du Forum de la presse économique et financière qui s'est ouverte le 24 mars s'est tenue sous le thème : « Les enjeux du développement durable et de la santé ».



Les intervenants aux forums ont convenu que le développement du continent doit passer par une réforme des Accords de partenariat économique d'investissement



Le Forum de la presse économique est soutenu par de nombreuses institutions bancaires telles que la BAD, BADEA, BOAD, BCEAO, CEA et Africa50

Le forum s'est tenu sous la présidence du ministre ivoirien des Finances, représenté par Gondo Diomandé. Ce dernier a souligné « *l'importance de la mise à disposition de l'information économique aux populations africaines* », indique l'agence Ecofin. Michel Russel Lohoré, promoteur du Forum a quant à lui souligné la détermination de son organisation à « *redonner à la presse économique toute sa place en Afrique, car la création du Forum de la presse économique et financière répond à une volonté de contribuer à l'essor économique de l'Afrique.* » Les enjeux de la thématique ont été posés par le professeur Abdoulaye Seck de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, qui a insisté sur les aspects écologiques et environnementaux du développement durable et ses évolutions depuis le rapport Brundtland. En tant que conférencier principal, il a mentionné « *les effets du Covid-19 qui ont réduit à néant les gains économiques (de l'Afrique) des deux dernières décennies* ».

Développer une meilleure synergie pour le développement durable en Afrique

« *Sur dix pays les plus*

La suite à la page 8

La suite de la page 7

vulnérables au changement climatique, neuf se trouvent en Afrique, le continent qui contribue très peu aux gaz à effet de serre. » a-t-il fait remarquer. La COP27 qui sera organisée en Égypte devrait être mise à profit pour une meilleure prise en charge de la perspective africaine. Renforcer l'implication du secteur privé et du secteur financier dans l'économie verte, « *reverdir la politique monétaire* » devraient, entre autres, aider à mieux réconcilier environnement et activités économiques, a-t-il conclu. L'effet réorganisateur du Covid-19 sur les économies a remis sur l'agenda des priorités, la construction de la résilience sanitaire à travers le renforcement des systèmes de santé en Afrique et des capacités de production des médicaments. Tirant les leçons de la crise sanitaire, la Banque ouest-africaine de développement a mis en place un département sectoriel sur la santé. Les acteurs (institutions multilatérales, société civile, secteur privé, médias) ont été appelés à développer une meilleure synergie pour le développement durable du continent. Ainsi pour Oumar Baldé, rédacteur en chef de Medi1 TV, il faut une meilleure articulation entre les stratégies des institutions et les réalités de développement du terrain. « *L'Afrique doit faire confiance à l'Afrique* », a-t-il affirmé.

Pierre Oued.

L'exécutif guinéen signe un contrat avec les compagnies exploitant le fer de Simandou



L'entrée en production commerciale de Simandou attendue pour le 31 mars 2025 au plus tard

Les autorités de Transition ont annoncé le week-end dernier la conclusion d'un accord-cadre « historique » avec les deux sociétés actives sur les quatre blocs du géant projet de fer de Simandou, rapporte l'agence Ecofin.

En pleine production, le gisement de Simandou peut livrer 100 millions de tonnes de minerai de fer. Décidé à préserver les intérêts guinéens dans ce gigantesque projet, Conakry avait ordonné, début mars, l'arrêt de toutes les activités liées à son développement. Mais tout semble revenu à la normale désormais

Rio Tinto Simfer et Winning Consortium Simandou vont en effet mutualiser leurs investissements pour la construction du Transguinéen, un chemin de fer d'environ 670 km permettant d'acheminer la future production de fer vers le port en eau profonde qui sera

La suite à la page 9

GUINÉE CONAKRY

La suite de la page 8



Des sanctions « majeures » sont prévues en cas de non-respect de ces échéances par Rio Tinto Simfer et Winning Consortium Simandou, « allant jusqu'au retrait pur et simple du titre minier

construit à Moribaya, selon l'agence Ecofin. Cette avancée intervient deux semaines après la suspension ordonnée par le président Mamadi Doumbouya de toutes les activités liées au projet. « *C'est le lieu de remercier [...] ces deux partenaires qui ont mis de côté beaucoup d'égo, beaucoup d'autres intér*êts pour revenir à ce qui est un partenariat gagnant-gagnant pour toutes les parties », a réagi à la télévision nationale Moussa Magassouba, ministre guinéen des Mines.

Le nouveau contrat prévoit un transfert des compétences aux Guinéens

Selon les termes du nouveau contrat tripartite signé dans la nuit du vendredi 25 mars, l'Etat guinéen obtient une participation gratuite et non diluable de 15 % dans le capital des sociétés qui détiendront le chemin de fer et le port. En outre, ces infrastructures entreront automatiquement dans le giron de l'Etat guinéen dès la fin des travaux de construction, et une agence nationale sera créée pour en assurer la gestion ad vitam aeternam au profit de toutes les parties prenantes. Ce sont des innovations majeures qui tranchent avec la précédente convention où l'Etat ne détenait aucun intérêt dans le chemin de fer et le port et devait attendre 35 ans d'utilisation, avant d'en obtenir la gestion. De plus, ces infrastructures ne serviront désormais plus uniquement au minerai de fer, mais pourront aussi être utilisées pour le transport des personnes, des biens, des produits agricoles et enfin par d'autres compagnies minières qui s'installeront dans la partie Sud-Est de la Guinée. Un calendrier de développement a également été établi avec les deux sociétés actives sur les quatre blocs fixant l'achèvement des travaux de construction des infrastructures ferroviaires et portuaires au 31 décembre 2024 au plus tard.

Le « contenu local », cher à l'actuel chef de l'Etat guinéen? Mamadi Doumbouya, exige la formation de co-entreprises avec des sociétés locales pour mener leurs activités, et le transfert de compétences aux guinéens

Source : Agence Ecofin

Pierre Oued.

ANNONCES


otc
STRATÉGIES FINANCIÈRES
CERTIFICATIONS
Formation
Qualification et Techniques
Spécialisation
Expertise
+243856453282
www.formationenligne.org
/OTCcongo
/OTCcongo
/OTCcongo


otc
SUIVI EVALUATION DES PROJETS
ET PROGRAMMES EN SANTE
CERTIFICATIONS
Formation
Qualification et Techniques
Spécialisation
Expertise
www.otc-cameroun.com
/OTCcameroun
/OTCcameroun
/OTCcameroun

ZIMBABWE

L'état s'approprient les terres abandonnées par les agriculteurs noirs



Le Zimbabwe a commencé à reprendre possession des terres abandonnées des agriculteurs noirs touchés par les réformes agraires controversées, selon une source du ministère en charge de l'Agriculture.



Les personnes dont les terres agricoles sont inutilisées et celles qui possèdent plusieurs fermes perdront des terres, a déclaré, mercredi, Anxious Masuka, ministre de l'Agriculture. Selon ses dires, les parcelles seront ensuite réattribuées aux aspirants agriculteurs à partir d'une liste d'attente laissée par les cycles précédents de processus de réforme agraire. Le Zimbabwe ne dispose pas de terres arables illimitées», prévient le ministre. «99% des terres sont déjà occupées et celles que nous distribuons aux agriculteurs inscrits sur la liste d'attente sont prises à des Noirs, pour être redistribuées à des Noirs».Le gouvernement ne reprendra pas possession des fermes productives,

Des réformes agraires pour changer l'héritage colonial

L'ancien président Robert Mugabe avait fait exproprier de force les fermiers Blancs du pays en 2000, afin de redistribuer leurs terres à des agriculteurs Noirs. Cette décision visait à réparer les inégalités issues de la colonisation britannique, mais dans les faits, des proches du pouvoir avaient largement bénéficié de cette redistribution. Les nouveaux propriétaires, mal formés et peu équipés, avaient abandonné de

La suite à la page 12

NIGÉRIA

La suite de la page 11

larges pans de terres arables et le pays fait face à des pénuries alimentaires chroniques. En 2017, Emmerson Mnangagwa avait adopté un discours réformiste et promis de panser les plaies des réformes agraires et d'indemniser les agriculteurs expropriés.

Assurer l'autosuffisance alimentaire

Certains fermiers Blancs ont déjà été autorisés à récupérer des terres à travers des partenariats locaux, a souligné Anxious Musaka. «Il n'y a pas de critères particuliers», a assuré à l'AFP Vangelis Haritatos, adjoint du ministre de l'Agriculture. «Ce que nous voulons, c'est un système juste pour le plus grand nombre», «nous souhaitons atteindre l'autosuffisance alimentaire», ajoute-t-il. Selon le Réseau d'alerte rapide anti-famine, environ 10 millions de Zimbabwéens, soit les ⅔ de la population, sont menacés par la faim après une saison pluvieuse décevante. Pourtant, le pays dépend largement des donateurs pour ses approvisionnements en produits alimentaires.

K.Fiakofi

La fièvre de Lassa a fait 123 morts depuis janvier



Le Nigéria est principalement concerné par cette épidémie en Afique subsaharienne

La «fièvre de Lassa» a tué 123 personnes au Nigéria depuis le 3 janvier 2022, avec plus de 659 cas enregistrés depuis le 3 janvier, selon le Directeur général du Centre nigérian pour la lutte contre des maladies, Ifedayo Adetifa, rapporte l'agence Anadolu.

Ifedayo Adetifa, le directeur général du Centre nigérian pour la lutte contre des maladies, a annoncé que les 659 cas de «fièvre de Lassa» avaient été enregistrés dans 23 des 36 États que compte le pays depuis le 3 janvier 2022.

Le Chef du centre a, en outre, déclaré dans un communiqué, jeudi, que la fièvre avait tué 123 personnes. Il a par la suite rappelé que l'année dernière 102 personnes sont mortes à la suite d'une infection à «Lassa», qui se propage largement dans le pays au cours des mois entre mai et novembre. En 2019, les autorités nigérianes ont décrété l'état d'urgence en raison d'une épidémie de ce type de fièvre qui se propage également dans d'autres pays africains comme le Togo, le Libéria, le Ghana, le Mali et la Sierra Leone.

La suite à la page 13

TUNISIE

La suite de la page 12

Le virus de Lassa même chose que le virus Ebola

La «fièvre de Lassa» ou «Lassa novi», qui se transmet de l'animal à l'homme, est une fièvre hémorragique virale qui résulte d'une infection par le virus de Lassa du nom de la ville de Lassa dans l'État de Borno au Nigéria en 1969. Le virus Lassa fait partie de la famille des Arenavirus, comme le virus Ebola. Les souris sont le principal vecteur parmi les porteurs de cette maladie, notamment la souris Natal (Mastomys natalensis), très répandue au Sahara. Et ces souris se sont propagées dans les greniers où elles transmettent la maladie à l'homme. Les autorités recommandent aux citoyens de maintenir l'hygiène et d'éviter les contacts avec les souris et les autres rongeurs.

Pierre Oued.

Le président Kais Saied dissout le Parlement et aggrave la crise politique



Le président tunisien Kais Saied a dissous mercredi 30 mars le parlement, prolongeant la confiscation du pouvoir de huit mois et aggravant la crise politique dans le pays.

Cette annonce intervient suite à une réunion du Conseil de sécurité nationale, quelques heures après que les parlementaires ont tenu une session plénière en ligne et voté un projet de loi contre les «mesures exceptionnelles» prises par le président Saied, l'année dernière. «Aujourd'hui, en ce moment historique, j'annonce la dissolution de l'Assemblée des représentants du peuple, pour préserver l'État et ses institutions», a déclaré Kais Saied dans un communiqué diffusé à la télévision d'Etat cité par l'AFP. Il a dénoncé la décision du Parlement, la qualifiant de»tentative de coup d'État» et a déclaré que les responsables avaient «trahi» la nation.»Ils seront poursuivis pénalement», a-t-il ajouté. Le président Saied, a limogé le 25 juillet dernier le gouvernement, gelé l'Assemblée et s'est donné des pouvoirs étendus. Il s'est arrogé le droit de gouverner et de légiférer par décret et a pris le contrôle du pouvoir judiciaire.

La suite à la page 14

La suite de la page 12



La décision du Parlement qualifiée de tentative de coup d'État

Un nouveau pharaon

Mercredi, 120 des 217 membres de l'Assemblée ont assisté à une session virtuelle, leur première, depuis le gel du Parlement. Les députés ont adopté un projet de loi pour annuler les mesures de Saied au motif qu'elles bloquaient le processus démocratique et menaçaient de réinstaller un système autocratique.»Nous ne sommes pas des députés gelés ou suspendus, nous sommes sous le pouvoir d'un nouveau pharaon», a déclaré à l'AFP Safi Saïd, ancien candidat indépendant à la présidentielle. Saied a ensuite cité la Constitution de 2014, affirmant qu'il était «le président de l'État, le symbole de son unité et le garant de son indépendance». Il a répété à plusieurs reprises que les libertés durement acquises du pays étaient «garanties». Les groupes de défense des droits ont souligné la répression énergique des manifestations de l'opposition, les procès de civils devant des tribunaux militaires et les arrestations de journalistes comme des signes que le pays revient à l'autoritarisme.Saied a présenté une feuille de route pour la rédaction d'une nouvelle Constitution qui sera soumise à un référendum en juillet, suivi d'élections à la fin de l'année.

K.Fiakofi

Djibril Bamogo élu président du Conseil régional de la Jeunesse du Centre

La cérémonie d'installation officielle du Bureau exécutif du Conseil régional de la Jeunesse du Centre (CRJ.C) a lieu le mercredi 30 mars 2022 à Ouagadougou, suite aux élections tenues le dimanche 26 septembre 2021. Un bureau exécutif de 15 membres. La cérémonie a été présidée par Boureima Sawadogo, Haut-commissaire du Kadiogo, sous le parrainage de Moumouni Dialla, Président du Conseil national de la jeunesse (CNJ-BF).

Beaucoup de jeunes étaient présents à la cérémonie d'installation des membres du bureau exécutif. D'entrée de jeu, Djibril Bamogo, nouveau président du Conseil Régional de la Jeunesse du Centre (CRJ.C) a remercié son prédécesseur pour le travail abattu durant ses trois ans

La suite à la page 15

La suite de la page 14



Les 15 membres du bureau exécutif derrière le présidium au cours de la cérémonie d'installation



Djibril Bamogo, nouveau président du CRJ.C

de mandature. Ensuite, pour le nouveau bureau exécutif dont il est le président, s'est engagé à *"susciter l'esprit d'inventivité et d'innovation chez les jeunes afin de lutter contre le chômage"*.

Djibril Bamogo, le nouveau bureau exécutif, compte centrer ses actions sur la lutte contre l'extrémisme violent, le radicalisme, la question de l'employabilité des jeunes.

Conscient de la lourdeur de la mission qui l'attend, il entend développer l'esprit d'équipe pour relever les défis du développement au profit des jeunes.

Le Député Moumouni Dialla et par ailleurs Président du Conseil national de la jeunesse, présent à la cérémonie, a souligné que *"le rôle du conseil est de porter la voix, les préoccupations des jeunes auprès des décideurs et d'influencer sur les politiques publiques pour la prise en compte des besoins de la jeunesse". " Dans tous les actes que nous posons, nous devons tenir compte de toutes les sensibilités, de toutes les catégories sociales"*, a-t-il ajouté.

Pour sa part, le Haut-Commissaire de la région du Centre, Boureima Sawadogo, a souligné que ''l'attente des jeunes est grande. Raison pour laquelle il a appelé le président Djibril Bamogo a être un rassembleur et un manager avisé. *"Vous devez par conséquent retenir, évaluer, moduler et orienter toutes les contributions dans la direction qui permettra d'atteindre le plus vite possible les objectifs de votre mandature et attendus par la jeunesse"*, lui a-t-il conseillé.

Des chefs traditionnels venus à la cérémonie ont prodigué des conseils aux nouveaux membres du bureau exécutif en plus des bénédictions.

A noter que le Conseil Régional de la Jeunesse du Centre compte 6 communes rurales et une commune urbaine constituée de 12 arrondissements. La cérémonie a été agrémentée par des prestations artistiques et une déclamation sous forme de slam.

Lucien DAKISSAGA

BURKINA FASO

Le gouvernement invite la CEDEAO à la compréhension et à plus de pragmatisme

Dans la soirée du 31 mars 2022, le ministre de l''éducation nationale, porte-parole du gouvernement Lionel Bilgo a animé un point de presse dans la capitale burkinabè. Le sort réservé au président évincé Roch Kaboré et la lutte contre le terrorisme ont été au centre des échanges entre le porte parole du gouvernement et les Hommes de médias.



Face à la presse, Lionel Bilgo est revenu sur des points majeurs de l'actualité nationale et sous régionale

Depuis son éviction du pouvoir le 24 janvier 2022, l'ex président Roch Kaboré a été assigné en résidence surveillée par ses tombeurs. Deux mois plus tard, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lors d'un sommet tenu le 25 mars 2022 avait donner un délai de six jours pour la libération de l'ex locataire du palais de Kosyam. Interpellé à ce sujet à l'échéance de ce délai, le porte-parole du gouvernement burkinabè a invité l'instance sous-régionale à la compréhension et à plus de pragmatisme. *ce qui concerne le délai imparti par la CEDEAO pour la libération de l'ancien Président Roch Marc Christian KABORE, le gouvernement burkinabè croit au bon sens de ladite commission. Notre pays ne court pas derrière les délais. Le seul délai auquel nous courons c'est celui de l'instauration de la sécurité et du bien-être des populations»*, a fait savoir Lionel Bilgo.

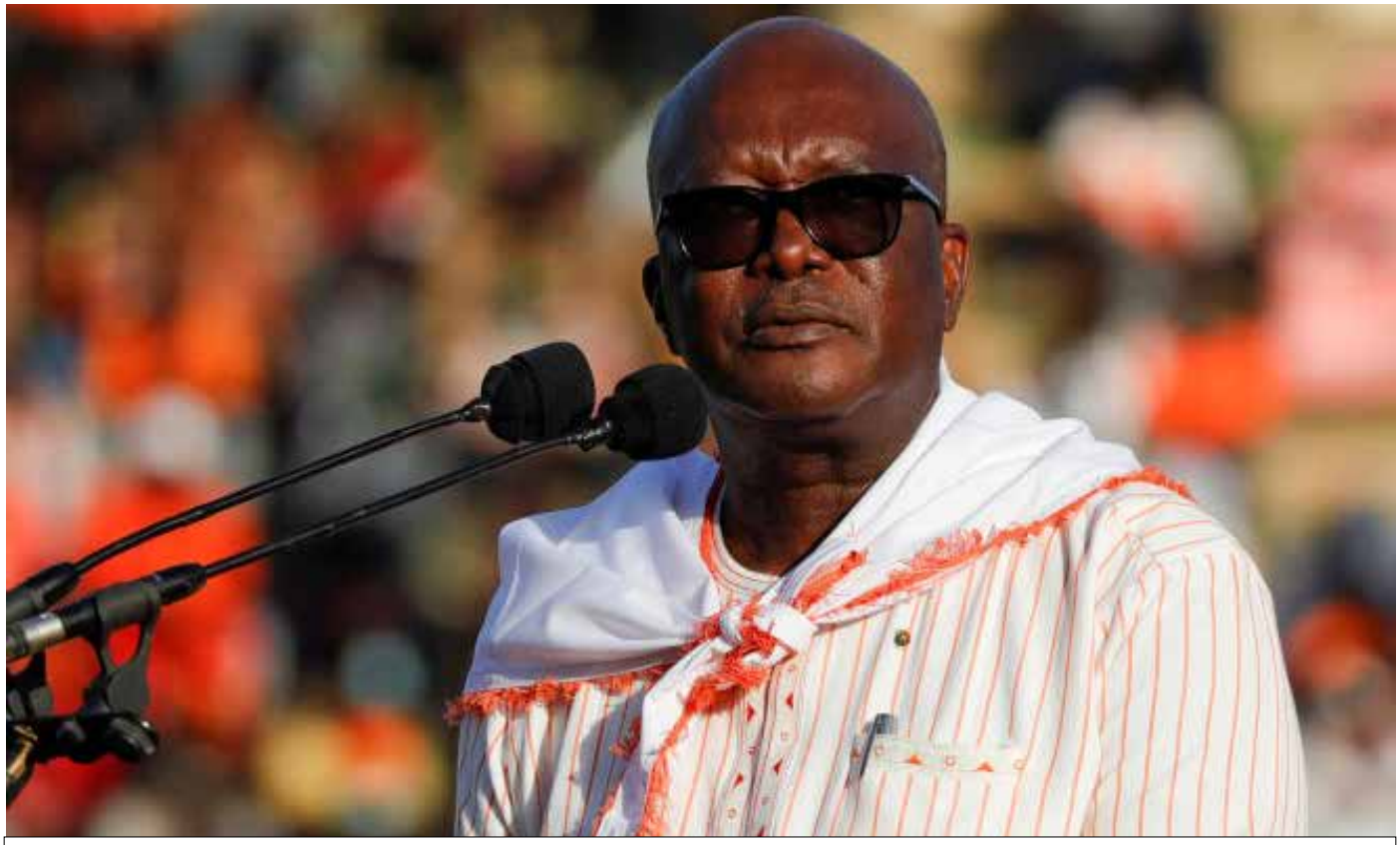
Sort de Roch Kaboré et interpellation de Bala Sakandé

De plus en plus, des voix s'élèvent au plan national pour plaider l'élargissement de Roch Kaboré et surtout son retour parmi les siens. À ce sujet, le ministre Bilgo confie que des discussions sont en cours pour permettre au président renversé d'être dans une résidence de son choix comportant un dispositif sécuritaire dû à son rang. Le dimanche 27 mars 2022, l'ancien président de l'Assemblée nationale et chef de l'ex parti majoritaire, Alassane Bala Sakandé, a été auditionnê par la gendarmerie nationale. Pour cause, a-t-on appris de plusieurs sources, des propos que l'intéressé aurait tenu trois jours plus tôt en conférence de presse. Invité a se prononcer, le membre de l'executif évoque un acte ordinaire et conforme

La suite à la page 17

BURKINA FASO

La suite de la page 16



Selon le gouvernement burkinabè, des discussions sont en cours pour que l'ex président Kaboré (photo) retrouve les siens

aux textes en vigueur au pays des Hommes intègres. «*L'interpellation de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Bala SAKANDE n'est pas un acte de culpabilité avéré. C'est un acte normal et l'essentiel est de respecter les droits de la personne qui se fait interpeller*», a justifié Lionel Bilgo. C'est un secret de Polichinelle que d'affirmer que le Burkina Faso est actuellement tenaillé par l'hydre terroriste qui à son passage sème morts et désolations.

Quid d›une éventuelle collaboration avec la Russie

Le Mali, pays voisin partageant ce même contexte sécuritaire a récemment fait appel à la société privée de sécurité russe dénommée Wagner pour lépauler dans la lutte contre cette nébuleuse. Le gouvernement burkinabè embouchera-t-il la même trompette que son homologue malien? A cette préoccupation d'un journaliste, l'orateur principal a invité ses compatriotes à ne pas faire d'amalgame. A l'entendre, le contexte burkinabè est différent de celui malien et commande donc une autre approche des faits. Plus loin il ajoute que la coopération avec la Russie n'est pas à l'ordre du jour mais n'est cependant pas aussi une hypothèse à exclure à l'avenir. <<*Pour le moment nous nous attelons à mettre un dispositif en place permettant au pays de rebondir et de retrouver la sécurité pleine et entière du territoire*>>, a martelé Lionel Bilgo. Au cours de ce rendez-vous avec la presse, Lionel Bilgo est également revenu sur certains sujets en lien avec le terrorisme notamment la récente libération des agents de santé dans la rêgion du Sahel mais sans en donner plus de précisions.

Abdoul Karim TAPSOBA

ANNONCES


SUPPLY CHAIN
CERTIFICATIONS
Formation
Qualification et Techniques
Spécialisation
Expertise
+228 91 70 70 64
www.otc-togo.com
/OTCtogo
/OTCtogo
/OTCtogo


STRATÉGIES FINANCIÈRES
CERTIFICATIONS
Formation
Qualification et Techniques
Spécialisation
Expertise
+2250749804050
www.otc-ci.com
/OTCcotedivoire
/OTCcotedivoire
/OTCcotedivoire

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Rwanda : les exploitants prennent le contrôle de la plus importante usine de transformation de thé



Au Rwanda, le gouvernement a procédé, le lundi 28 mars 2022, à la cession officielle de l'usine de transformation de thé de Mulindi à deux coopératives (Coopérative du Thé Mulindi et Coopérative du Thé Villageois Mulindi) fédérant 5 000 producteurs du district de Gicumbi, dans la province du Nord, a rapporté l'Agence Ecofin. Cette transaction fait de l'unité la toute première du pays à être détenue à 100 % par des exploitants de thé. Dotée d'une capacité journalière de transformation de 120 tonnes de thé vert en thé noir, l'usine est la plus grande du pays et aussi la plus ancienne.

Zambie : des restrictions sur le nombre de licences octroyées aux compagnies minières



Le gouvernement zambien envisage d'imposer une limitation au nombre de permis qu'une compagnie minière peut détenir, à en croire les propos du ministre des Mines, Paul Kabuswe, cités par Reuters. Selon l'Agence Ecofin, les premiers résultats ont révélé que certaines sociétés possédaient jusqu'à 50 permis miniers et que d'autres n'étaient même pas inscrites à l'agence zambienne d'enregistrement des brevets et des sociétés. Pour l'instant, aucun détail n'a été donné sur la date à laquelle la décision sera officiellement prise, ni sur la limite supérieure qui sera fixée.

Soudan : al-Burhan réintègre des cadres de l'ancien régime dans l'appareil d'État



Selon RFI, le chef de la junte militaire, le général Abdel Fattah al-Burhan, a limogé les directeurs de 30 universités du pays, le mardi 29 mars 2022, ainsi que leur comité de direction. Il a nommé des fidèles à la tête de trente universités, foyers essentiels de la mobilisation populaire, le même jour, malgré la protestation de ceux qu'il a limogé. Alors que de laborieuses négociations sous l'égide de l'ONU et de l'UA cherchent une issue à la crise, cette décision montre comment le chef de l'armée prend le contrôle de l'État, notamment en réintégrant les cadres de l'ancien régime du président déchu Omar el-Béchir.

RCA : Ben Wilson NGASSAN recherché par une milice



Le journaliste indépendant a adressé une lettre ouverte au Président Faustin Archange Touadera où il dénonce son obsession à vouloir modifier la constitution, a rapporté le journal de bangui. En conséquence, le journaliste est devenu la cible de menaces et d'intimidation de la part de la milice armée du pouvoir. Selon notre source, il est activement recherché et sa vie est aussi en danger. Selon des informations recueillies, le jeune journaliste Ben Wilson serait actuellement traqué par un certain Thierry Lébené alias 12 puissances et certains éléments de la garde présidentielle.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Libéria : Monrovia recevra 50 M$ des États-Unis pour l'eau et l'assainissement



Selon Afrik 21, le Libéria fait partie des 21 pays retenus par le gouvernement américain pour bénéficier d'un financement pour l'eau potable et l'assainissement. Sur les 1,8 milliard de dollars promis, le pays d'Afrique de l'Ouest recevra 50 millions de dollars. Le financement annoncé par Washington servira à la construction de nouvelles installations hydriques. Le Libéria dispose d'abondantes ressources encore inexploitées à cause du manque d'infrastructures, surtout en zone rurale. Les fonds accordés par les États-Unis d'Amérique seront débloqués sur une période de cinq ans.

L'Egypte porte plainte contre le Sénégal



Ecartée de la course au Mondial 2022 par le Sénégal, mardi dernier, à l'issue d'un barrage retour disputé dans une atmosphère hostile, l'Egypte a décidé de déposer plainte, rapporte Football.fr. La Fédération égyptienne de football a porté plainte contre son homologue sénégalaise, mercredi, pour racisme et violence. « *L'équipe égyptienne a fait l'objet de racisme après l'apparition de banderoles offensantes dans les tribunes du stade à l'intention des joueurs, en particulier Mohamed Salah, le capitaine. Le tout documenté par des photos et vidéos jointes à la plainte* », a indiqué l'EFA dans un communiqué.

Cameroun : libération du Sénégalais kidnappé dans le Nord du pays



Balla Diouf, le sénégalais kidnappé au Nord du Cameroun, a été libéré sain et sauf par ses ravisseurs, a rapporté le site d'information senego.com. "*Présentement, il serait dans la capitale du Nigeria en attendant de revenir à Dakar et peut-être, rentrer ensuite à Kaolac"*, a déclaré, son oncle, Cheikh Ndiaye, cité par notre source, qui dit ignorer jusqu'à présent l'origine du kidnapping. En rappel, Balla Diouf et quatre employés de Médecin Sans Frontières (MSF) avaient été enlevés au Nord Cameroun, le 24 février 2022.

Gambie : deux sénégalais pris avec une énorme quantité de drogue

Selon senenews, l'Agence de répression des drogues de la Gambie, la Dleag, une unité spécialisée dans la lutte contre le trafic de drogue, a interpellé deux individus de nationalité sénégalaise, détenteurs de plus d'une tonne de chanvre indien, au niveau de Barra en terre gambienne. Ils ont été saisis avec cinquante (50) gros sacs de cannabis sativa au bord de la plage, à Barra, le 27 mars 2022. Le duo a été placé en garde à vue ainsi que les cinquante (50) gros sacs de cannabis sativa.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

RCA : des rebelles lance un ultimatum aux autorités militaires et civiles à Bria



Les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) ont lancé un ultimatum aux autorités militaires et civiles de la ville de Bria, chef-lieu de la préfecture de la Haute-Kotto, le samedi 26 mars 2022. Selon le journal de bangui, le préfet de la Haute-Kotto, dont la résidence se situe à quelque 200 mètres du lieu, a été alerté par les habitants. Le commandant du détachement militaire à Bria, et le chef des mercenaires russes ont aussi été informés de la nouvelle.

RDC : le ministre de l'Economie déchu



Le ministre de l'Economie, Jean-Marie Kalumba, a été destitué de ses fonctions, le mercredi 30 mars 2022, a rapporté Radio Okapi. Il est reproché à Jean-Marie Kalumba la montée vertigineuse des prix des biens et services sur le marché, mais également la gestion opaque de près de six millions USD du gouvernement pour l'achat des chinchards en Namibie. Sur les 368 députés nationaux qui ont pris part au vote de la motion de sa déchéance, 277 ont voté pour la motion, 79 ont voté contre et 12 abstentions.

Ghana : le président inaugure un projet d'échangeur construit à Tamala



Le président ghanéen, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, a inauguré, mardi dernier, un projet d'échangeur construit par une entreprise chinoise à Tamale, la troisième plus grande ville du Ghana, selon Xinhua. Ce projet d'échangeur routier, entrepris par Sinohydro Corporation Limited, améliorera les conditions de circulation dans le centre-ville. Lu Kun, ambassadeur de Chine au Ghana, a exprimé sa gratitude à l'entreprise chinoise pour son travail assidu au cours des trois dernières années.

Mauritanie : démission du gouvernement, le Premier ministre reconduit



Selon Radio France Internationale (RFI), le président a renouvelé sa confiance à son Premier ministre qui avait présenté sa démission et celle de son gouvernement mardi dernier. Mohamed Ould Bilal a été reconduit mercredi 30 mars 2022 et chargé par Mohamed Ould Ghazouani de former un nouveau gouvernement, a précisé RFI. Récemment, le chef de l'Etat s'était montré très critique à l'égard de l'ancienne équipe. Si la disparition de ressortissants mauritaniens au Mali et les tensions sur le Sahara occidental ont marqué l'actualité récente, les médias locaux pointent surtout les tensions entre le chef de l'État et le Premier ministre, selon toujours notre source.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Togo/COVID-19 : baisse du nombre d'infections



La Coordination nationale de gestion de la riposte contre la COVID-19 a salué, mercredi 30 mars 2022, la baisse des nouveaux cas positifs dans le pays et a appelé à des *«comportements responsables»* pour la levée totale des mesures restrictives liées à la pandémie. Le nombre d'infections à la COVID-19 a varié entre 3 et 6 cas quotidiens dans le pays, d'après les données officielles sur l'évolution de la pandémie. «*Avec ces chiffres, beaucoup de mesures restrictives ont été levées*», a fait remarquer Djibril Mohaman, coordonnateur national de gestion de la riposte.

Lesotho : les USA injectent 7,5 millions de dollars dans la lutte contre le Covid-19



Le Lesotho recevra 7,5 millions de dollars américains pour lutter contre la pandémie de Covid-19 en provenance des États-Unis, a annoncé, mercredi 30 mars 2022, l'ambassadrice des États-Unis au Lesotho, Maria Brewer. L'ambassadeur a déclaré que l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) s'était engagée à faire un don de 6,2 millions de dollars et le Center for Disease Control (CDC) ajoutera 1,3 million de dollars supplémentaires, pour porter le soutien total à 7,5 millions de dollars.

Nigeria: un médecin de la CAF meurt après le barrage entre le Nigeria et le Ghana



Le Zambien Joseph Kabungo, responsable des contrôles antidopage pour le compte de la CAF (Confédération africaine de football), est décédé des suites d'une crise cardiaque présumée, après la finale des éliminatoires à la Coupe du monde entre le Nigeria et le Ghana, mardi dernier, a indiqué lequipe.fr. Le secrétaire général de la Fédération nigériane de football (NFF), Mohammed Sanusi, cité par notre source, a déclaré que le Docteur Joseph Kabungo était sur le point d'effectuer un test sur un joueur lorsqu'il « *a été retrouvé à bout de souffle près du vestiaire de l'équipe ghanéenne* ».

Sénégal : «faible» participation des femmes dans les opérations de maintien de la paix



Les policières et gendarmes sénégalaises participent aux opérations de maintien de la paix dans le monde à hauteur de 3,19%, a déclaré, mercredi 30 mars 2022, Mamadou Mansour Seck, ancien chef d'état-major général des armées, cité par Xinhua. Pour lui, ce pourcentage «*reste faible*», bien que le Sénégal fasse partie des cinq principaux pays contributeurs de femmes aux contingents de maintien de la paix. Cette situation peut s'expliquer notamment par le fait que, «*les femmes représentent environ 4,72% des forces de la gendarmerie et 9,35% des forces de police*", a-t-il souligné.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Somalie : bientôt la prestation de serment des législateurs nouvellement élus



Le Premier ministre Mohamed Roble a confirmé le 14 avril comme jour officiel de l'assermentation des législateurs nouvellement élus, a rapporté Hiiraan online. Le Premier ministre a eu des entretiens, mercredi dernier, avec Abdikarin Buhu, secrétaire général de la Chambre basse et son homologue de la Chambre haute, Ali Jamah, en vue de la cérémonie de prestation de serment. Les partisans du président Farmajo et ses alliés régionaux ont repoussé la décision du Premier ministre de programmer la cérémonie de prestation de serment.

Centrafrique : le groupe Wagner, l'armée et les rebelles de nouveau accusés d'exactions (ONU)



La cheffe des droits de l'homme de l'ONU et un expert onusien indépendant ont dénoncé, mercredi 30 mars 2022, les violations des droits de l'homme imputées aux forces nationales centrafricaines, au groupe Wagner et à des rebelles, a rapporté l'agence Anadolu. Les opérations militaires menées contre les groupes rebelles par l'armée centrafricaine et leurs alliés russes « *auraient également donné lieu à de graves violations des droits de l'homme* », a dénoncé la Haute-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet.

RDC : l'assemblée nationale destitue le ministre de l'économie



L'assemblée nationale de la République démocratique du Congo a destitué, mercredi dernier, le ministre de l'Economie, Justin Kalumba, à qui on reproche son «incompétence» face à la hausse des prix. 277 des 366 députés présents ont opté pour sa destitution alors que seuls 119 ont voté contre et 12 se sont abstenus, a déclaré le président de l'assemblée nationale, Christophe Mboso, selon l'agence Anadolu. Jean-Marie Kalumba était visé par une motion de défiance signée par 70 députés nationaux qui l›accusent d›incompétence.

Le HCR évacue 119 demandeurs d'asile de la Libye vers le Rwanda



Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a évacué, mardi dernier, 119 demandeurs d'asile depuis la Libye vers le Rwanda, a indiqué l'agence dans un communiqué, cité par Xinhua. Les demandeurs d'asile, dont des femmes et des enfants, viennent d'Erythrée, du Soudan, du Soudan du Sud et de Somalie, a indiqué le HCR, ajoutant que la plupart d'entre eux vivaient dans des zones urbaines de Tripoli, la capitale libyenne. Depuis 2017, un total de 8.143 réfugiés et demandeurs d'asile vulnérables ont été emmenés hors de Libye et évacués vers divers pays plus sûrs, selon notre source.

ANNONCES


OTC
ECONOMIE RURALE
CERTIFICATIONS
Formation
Qualification et Techniques
Spécialisation
Expertise
+23592865979
www.otc-tchad.com
/OTCtchad
/OTCtchad
/OTCtchad


OTC
ONLINE TRAINING CENTER
RÉSEAUX INFORMATIQUES
ET TÉLÉCOMMUNICATION
CERTIFICATIONS
Qualification et Techniques
Spécialisation
Expertise
+22370046604
www.otc-mali.com
/OTC MALI
/OTCMALI
/OTCMALI

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCES


TERRAIN
A VENDRE
Terrain d'un (01) hectare en vente à Gonsé
à 800 mètres de l'Université Thomas Sankara
et à 500 mètres de la voie bitumée.
Prix : 30.000.000 FCFA
Contacts :
Tél : 00226 70210208
WhatsApp : 00226 76 20 00 26


TERRAIN
A VENDRE
Terrain de deux (02) hectares et demi à 400
mètres du site du nouveau péage de la sortie
Ouaga-Fada.
Prix : 10.000.000 FCFA / hectare
Contacts :
Tél : 00226 70210208
WhatsApp : 00226 76 20 00 26